

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Le maître d'ouvrage

ETAT - Ministère chargé des Transports - Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes du Sud-Ouest par délégation de Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30 janvier 2023

Objet de la consultation

RN22-66 – Section la Croisade – Envalira
Opération de sécurisation et d'amélioration de la section routière de la RN22
Section PR2 - BCNJ

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 07/03/2025 à 12h00.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l'attributaire.....	5
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2-5. Variantes.....	5
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	5
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	6
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2-10. Délai de validité des offres.....	6
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	6
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	6
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	6
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	7
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	7
3-1. Solution de base.....	7
3-2. Variantes.....	13
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	13
4-1. Jugement et classement des offres.....	13
4-2. Négociation.....	15
4-3. Sélection des candidatures.....	16

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	16
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	16
5-2. Copie de sauvegarde sur support physique électronique.....	17
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	18

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne :

Les travaux de sécurisation et d'amélioration de la section routière la Croisade – Envalira de la RN22, à réaliser sur 400 m environ entre le PR2 et le poste de douane (BCNJ), sur les territoires des communes de Porte-Puymorens et Porta (département 66). Ils portent sur l'élargissement de la plate-forme routière. Les travaux comprennent notamment, les terrassements et les démolitions de chaussée, la mise en œuvre de dispositifs de retenue sur longrine ancrée, la reprise des caniveaux, la réalisation de tranchées drainantes, les travaux de confortement de talus, ainsi que la reprise des dévers de chaussée.

Les travaux se dérouleront en intégralité sous alternat, nuits et week-ends compris. En journée, pour les phases de travaux les plus proches du poste de douanes, l'alternat sera réalisé par piquets K10. Pour les phases de travaux éloignées des douanes, il est demandé que le titulaire définisse et mette en place une gestion de l'alternat par des feux « intelligents ou adaptatifs » étant précisé que le trafic horaire sur la section concernée pourra atteindre 1 100 à 1 200 véhicules/heure, dans les 2 sens confondus, pendant la période de chantier.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : communes de Porte-Puymorens et Porta (département 66).

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

L'opération de travaux n'est pas allotie.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Chaque candidat ne pourra remettre qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit en tant que membre (mandataire ou co-traitant) d'un groupement. Il ne pourra pas cumuler les deux qualités. La présence d'une même entreprise en qualité de sous-traitante de plusieurs candidats est admise.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants. Le marché prévoit que chacun du ou des opérateurs économiques pourra ensuite confier par acte de sous-traitance une partie de sa prestation.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Le maître d'ouvrage ne négociera pas sur les points suivants :

- les durées,
- les exigences minimales définies dans le CCTP.

2-8. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le facilitateur n'a pas souhaité intégrer de clauses sociales au marché.

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont définies dans la Notice de Respect de l'Environnement (NRE).

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur (www.marches-publics.gouv.fr), sous la référence « 25-001-DIR ».

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

Bordereau 0 : pièces relatives aux conditions d'appel à la concurrence

- l'avis de marché envoyé à la publication ;
- le présent règlement de la consultation.

Bordereau 1 : pièces amenées à devenir contractuelles

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles : cadre ci-joint à compléter (dater et signer) sans modification ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- la Notice de Respect de l'Environnement (NRE) ;
- le dossier de plans ;
- le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) ;
- le cadre du détail estimatif ;
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- les déclarations de travaux effectuées auprès du téléservice du guichet unique et les réponses des exploitants.

Bordereau 2 : pièces non-contractuelles :

- le cadre de sous-détail de prix ;
- le rapport d'auscultation des chaussées - RN22 accès Pas-de-la-Case ;
- le compte rendu recherche amiante – HAP dans les enrobés - RN22 accès Pas-de-la-Case ;
- l'étude de trafic / plans de feux / trafics ;
- l'étude faune flore NATURALIA ;
- le plan d'implantation des sondages ;
- le dossier géotechnique ;
- le plan des réseaux existants ;
- le rapport des investigations complémentaires ;
- la fiche de la polygonale.

3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier, les pièces relatives à la candidature :

- **Les justifications à produire** quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

dans un autre sous dossier, les pièces relatives à l'offre :

- **Un projet de marché** comprenant :

- **l'acte d'engagement** et ses annexes éventuelles : **cadre ci-joint à compléter, dater et signer** électroniquement sans modification, conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de

formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires et le détail estimatif : cadres ci-joints à compléter sans modification.
- Une décomposition des prix forfaitaires n° : 101, 104-2, 110, 111, 201, 202, 204, 205, 514, 903;

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

- Un sous détail des prix n°: 202, 310, 507, 706, 709, 901-2. ;

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

- les déboursés ou frais directs ;
- les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;
- la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Nota sur les décompositions de prix forfaitaires et les sous-détails de prix unitaires :

La décomposition du coefficient à appliquer sur les déboursés secs devra être indiquée en distinguant, d'une part le contenu des frais de siège et d'autre part, précisément, par postes, celui des frais de chantier (encadrement, matériel indivis, main d'œuvre indivise, etc).

L'attention des candidats est attirée sur l'importance attachée à la précision des décompositions et sous-détails qui seront pris en considération pour l'appréciation de la valeur technique des offres. Les décompositions et sous-détails ne pourront être d'une moindre précision au motif qu'une prestation serait sous-traitée. Devront apparaître en toute hypothèse, de manière exhaustive et distincte, la main-d'œuvre et sa qualification, le matériel, les consommables et les fournitures.

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants :

- Le **mémoire technique** comportant :
 - l'organisation générale des travaux déclinée par domaines techniques : soutènement (ancrages et pieux), terrassement-chaussées, assainissement et dispositifs de retenue
 - un planning prévisionnel présentant les opérations réalisées pendant la période de préparation;
 - un planning prévisionnel de l'ensemble des travaux faisant apparaître le phasage ;
 - un descriptif des moyens matériels et humains mis en œuvre (y compris rendements et cadences) ;
 - une indication concernant les principales fournitures au regard des spécifications du marché, et éventuellement les références des fournisseurs correspondants : feux tricolores de chantier à régulation de trafic, séparateurs modulaires de voies, béton C30/37 XF4, glissières de sécurité ;
 - les principes des procédures d'exécution pour satisfaire au marché : réalisation des ancrages de la longrine, reprofilage de précision des chaussées incluant le rabotage 3D, réalisation du caniveau CB7, alternat sous feux de chantier avec régulation du trafic ;
 - une note d'analyse illustrant la bonne compréhension par le candidat des différents paramètres, hypothèses et enjeux des travaux à réaliser et présentant les méthodes particulières proposées afin d'assurer :
 - une fluidité d'écoulement du trafic avec une longueur de file d'attente maximale n'excédant pas 150 m ;
 - une gestion optimale du trafic afin de ne pas impacter le BCNJ situé à proximité directe de la zone de chantier ;
 - une parfaite adaptabilité des cycles de feux en fonction de la réalité du trafic supporté ;
 - une remise en circulation du secteur avant la viabilité hivernale avec des dispositifs n'affectant pas la bonne exécution des missions de l'exploitant.
- Le **mémoire relatif à l'exploitation sous chantier** comportant :
 - les différentes modalités prévues en matière d'exploitation sous chantier pour répondre aux besoins du chantier. En particulier, seront précisées les largeurs de fonctionnement des SMV en fonction des travaux, les cadences de pose des SMV en période de nuit ;
 - l'organisation de la circulation dans et autour du chantier, accès de chantier depuis les passages supérieurs compris en cohérence avec le planning prévisionnel de l'ensemble des travaux ;
 - l'organisation de l'astreinte y compris les week-ends ;
 - la justification de la capacité des feux à s'ajuster au flux de trafic tout en répondant aux contraintes d'exploitation inscrites au marché ;

- les différents diagrammes de feux prévus pour satisfaire aux contraintes du chantier.
- le **Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ)** définissant les principales dispositions d'organisation que le soumissionnaire s'engage à mettre en place pour s'assurer l'obtention de la qualité requise. Il précisera :
 - l'engagement du soumissionnaire sur la mise en œuvre des dispositions définies au sein du SOPAQ ;
 - la désignation des parties concernées par l'opération ;
 - les principales dispositions en matière d'organisation générale du projet ;
 - les principales dispositions en matière de maîtrise de la planification de la réalisation ;
 - les principales dispositions en matière de maîtrise des études d'exécution ;
 - les principales dispositions en matière de maîtrise des fournitures et sous-traitance ;
 - les principales dispositions en matière de maîtrise des procédures d'exécution ;
 - les principales dispositions en matière d'organisation des contrôles ;
 - les principales dispositions en matière de maîtrise de suivi des documents.

Après mise au point, le SOPAQ sera rendu contractuel à la signature du marché.

- Le **Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE)**. Il comprendra :
 - une notice environnementale générale explicitant les enjeux, les difficultés environnementales et les dispositions envisagées pour y répondre ;
 - l'engagement de l'entreprise ;
 - une liste des principaux textes législatifs et réglementaires, et autres textes normatifs et de référence, s'appliquant à la partie des travaux ;
 - les principales dispositions d'organisation et de contrôle que le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre pour respecter les exigences spécifiées en matière environnementale, et prévenir et/ou réduire les impacts sur l'environnement ;
 - les mesures prises par le candidat pour la protection du milieu naturel (faune et flore) et la gestion de l'eau ;
 - les mesures prises par le candidat pour la réduction des nuisances pouvant affecter les riverains, le personnel du chantier et les usagers de la route ;
 - les dispositions générales relatives à la gestion des déchets que le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre, dont le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets du chantier, en conformité à la réglementation. Cette composante gestion des déchets du SOPRE, présente :
 - l'organisation proposée en matière de gestion des déchets ;
 - les éventuelles modalités de revalorisation des matériaux présents sur le site ;
 - les modalités de transport pour l'acheminement des déchets, selon leurs natures ;

- les centres de stockage, ou centres de regroupement ou transit, ou plate-forme de recyclage ou lieu de réutilisation, où seront acheminés les différents déchets à évacuer, selon leurs natures ;
- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents types de déchets sur le chantier d'origine ;
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux, par nature de déchets.

Après mise au point, le SOPRE sera rendu contractuel à la signature du marché.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion
- Le détail estimatif au format modifiable pour import dans le logiciel de suivi comptable ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

Dans le cadre d'un groupement avec un compte joint, une attestation signée de la part des co-traitants autorisant le mandataire à percevoir l'ensemble des sommes pour les co-traitants.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limite de remise des offres.

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée. Le maître d'ouvrage régularisera le dossier de candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu s'il s'avère incomplet.

4-1. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables et irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RMO prévoit une négociation des offres. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Critère d'attribution	Pondération
Le prix des prestations	50,00 %
La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu du mémoire technique, du mémoire relatif à l'exploitation sous chantier et du SOPAQ	40,00 %
Valeur environnementale de l'offre au regard des éléments contenus dans le SOPRE	10,00 %

Les critères de jugement des offres seront appréciés selon les dispositions ci-après.

Critère « prix des prestations » : note N1

La note **N1** sur le critère prix sur **50 points**, appréciée au vu du détail estimatif, sera calculée ainsi :

$$\mathbf{N1 = (Montant de l'offre la plus basse / Montant de l'offre examinée)^2 \times 50}$$

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Critère « valeur technique des prestations » : **note N2**

La note **N2** sur le critère valeur technique des prestations, comprise entre **0 et 40 points**, est évaluée sur la base du mémoire technique , du mémoire relatif à l'exploitation sous chantier, et du SOPAQ fournis.

Les sous-critères de la valeur technique des prestations et leur barème de notation sont récapitulés dans le tableau suivant :

Sous-Critères	Barème
VT1 : Méthodologie de réalisation des travaux : pertinence de la méthodologie des travaux (procédures d'exécution, planning etc.) et des moyens proposés (y compris rendements, cadences) au regard des contraintes techniques et d'exploitation	20 points
VT2 : Mémoire relatif à l'exploitation sous chantier : dispositions en matière d'exploitation sous chantier, et la justification de la capacité des feux à s'ajuster au flux de trafic au regard des contraintes d'exploitation spécifiées au marché	15 points
VT3 : Organisation de la qualité : dispositions en matière d'organisation de la qualité (contrôles interne et externe, planification des études d'exécution, maîtrise des fournitures ainsi que des prestations et des travaux sous-traités, des procédures d'exécution des ouvrages et de suivi des documents, contrôles de la qualité des ouvrages in situ)	5 points

La note **N2** sera égale à **VT1+VT2+VT3** qui variera de 0 à 40 points.

Les éléments fournis dans les sous-détails de prix unitaires et décompositions des prix forfaitaires sur le volet technique ainsi que leurs cohérences avec le SOPAQ et le mémoire technique, seront évalués au travers des notes VT1, VT2, VT3.

Critère « valeur environnementale » : **note N3**

La note **N3**, sur le critère valeur environnementale, comprise entre **0 et 10 points**, est évaluée sur la base de la notice de respect de l'environnement fournie.

Critère	Barème
VE1 : SOPRE	10 points

La note **N3** sera égale à **VE1** qui variera de 0 à 10 points.

L'affectation des points aux critères valeurs technique et environnementale des prestations s'effectue suivant le principe suivant :

0% de la note :	Partie non traitée ou très insuffisante
25% de la note :	Partie traitée partiellement, insuffisante quant à l'appréhension des difficultés du chantier et leur résolution
50% de la note	Partie traitée sérieusement mais incomplète
75% de la note :	Partie assez complète et couvrant presque intégralement les éléments du sous-critère
100% de la note :	Partie complète, détaillée, propre au chantier et pleinement convaincant

Note finale :

La note finale **N** de chaque offre exprimée sur 100 sera obtenue par addition des notes des différents critères définis ci-avant : $N = N1 + N2 + N3$

La note obtenue est arrondie à 2 décimales, soit par excès lorsque la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, soit par défaut lorsque la 3ème décimale est inférieure à 5.

L'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre qui a obtenu la note globale la plus grande. Si plusieurs candidats obtiennent une note identique, le prix des prestations les départagera.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

4-2. Négociation

Le RMO pourra procéder à une négociation avec au maximum les 3 candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés.

La négociation est engagée librement avec les candidats sélectionnés. La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment sur les moyens humains, matériels et techniques et le prix. L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats retenu(s) par le RMO. En cas d'échange écrit, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le mail. En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans le délai maximal indiqué lors des échanges. Cette date de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

4-3. Sélection des candidatures

En cas de candidature incomplète, le RMO demandera au candidat concerné de compléter celle-ci. Il régularisera le dossier de candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu s'il s'avère incomplet.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence 25-001-DIR.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, odt, ods, odp, dwf seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;

- Les documents pour lesquels une signature est requise peuvent être signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plate-forme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme.

5-2. Copie de sauvegarde sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support physique électronique (clé USB) doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde» et sera transmise sous pli cacheté.

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest
SIMO/UMP
Bâtiment C, bureaux C-24 et C24bis
155 avenue des Arènes romaines
31300 TOULOUSE

Copie de sauvegarde pour : Consultation pour RN22-66 – Section la Croisade – Envalira - Opération de sécurisation et d'amélioration de la section routière de la RN22

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

^(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique, les documents pour lesquels une signature est requise peuvent être signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence 25-001-DIR.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.